

Carbone Lorraine
Rapport semestriel 2003

> Sommaire

> Sommaire	2
> Le Message du Président	3
> Panorama des activités	4
> Résultats et perspectives	8
> Comptes consolidés résumés	10
Bilan consolidé	10
Compte de résultat consolidé.....	11
Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	11
> Annexe résumée	12
> Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés	17

> Le Message du Président

Chers actionnaires,

L'année 2003 se présente comme une année charnière, caractérisée par une réorganisation des productions de la plupart de nos métiers. Les effets positifs en seront très sensibles dès 2004, à conjoncture comparable. De ce fait, les résultats du premier semestre, affectés par l'environnement peu porteur et l'effet des nombreux chantiers en cours, ne reflètent pas l'effort très important de toutes les équipes de Carbone Lorraine visant à augmenter de manière structurelle la profitabilité et la génération de liquidités.

Nous sommes en effet en train d'implanter une véritable « culture cash » au sein du Groupe, grâce à des outils spécifiques de gestion prévisionnelle par le cash complétés par la mise en place, à partir de cette année, d'une forte incitation financière des managers concernés. C'est dans cet esprit que nous réalisons un programme ambitieux de cession d'actifs immobiliers qui va nous permettre de financer nos restructurations sans alourdir notre endettement. Nous venons par ailleurs d'allonger la maturité de notre dette grâce à un placement privé auprès d'institutions financières américaines. Nous nous dotons ainsi d'une marge de manœuvre supplémentaire pour financer notre croissance.

Sur le plan industriel, le plan d'économies en cours se déroule de manière satisfaisante, aussi bien en termes de délais que de gains. Des productions sont transférées vers des sites européens et américains plus performants ; d'autres, non automatisables, sont dirigées vers des pays à faible coût de main d'œuvre. Cette rationalisation s'accompagne d'une adaptation des flux de production des sites d'accueil et d'un abaissement des frais de fonctionnement. Ces actions permettent une réduction globale des coûts tout en nous dotant d'un outil industriel performant sur le long terme.

Parallèlement, le Groupe poursuit sa stratégie d'innovation technologique. Dans le domaine de l'électronique par exemple, nous nous positionnons sur des segments porteurs comme les refroidisseurs pour semi-conducteurs de puissance, ou les graphites pour la fabrication des diodes électroluminescentes, dont les premiers pas sont très encourageants. Dans la traction ferroviaire, Carbone Lorraine a réussi une première mondiale en mettant au point des capteurs de courant pour les tramways sans fil dont l'avenir est prometteur. Ces développements, réalisés en partenariat étroit avec nos clients, nous assurent une croissance durable et une avance technologique vis-à-vis de nos concurrents.

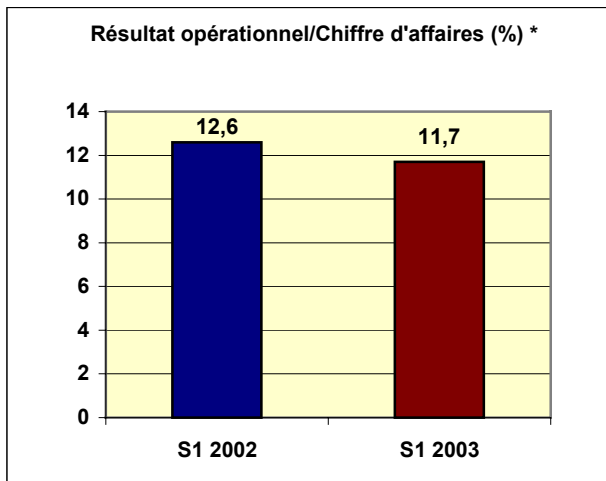
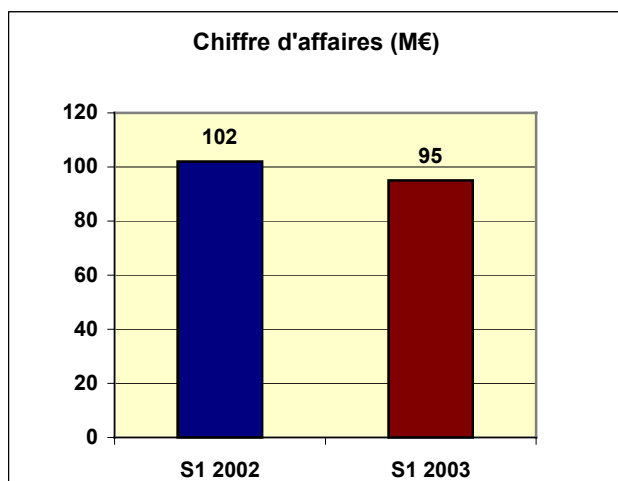
L'ensemble des programmes d'amélioration de la performance industrielle aujourd'hui en cours au sein de nombreuses unités de Carbone Lorraine devrait nous permettre de profiter dans les meilleures conditions de la reprise de l'activité économique. Le management du Groupe met tout en œuvre pour faire avancer Carbone Lorraine, et les équipes y travaillent chaque jour. J'en attends une progression sensible de nos résultats dès 2004, à conjoncture comparable. Cette progression sera encore amplifiée lorsque la reprise économique interviendra.

Claude Coccozza

Président-Directeur Général

> Panorama des activités

Applications Électriques



* Avant répartition des frais centraux

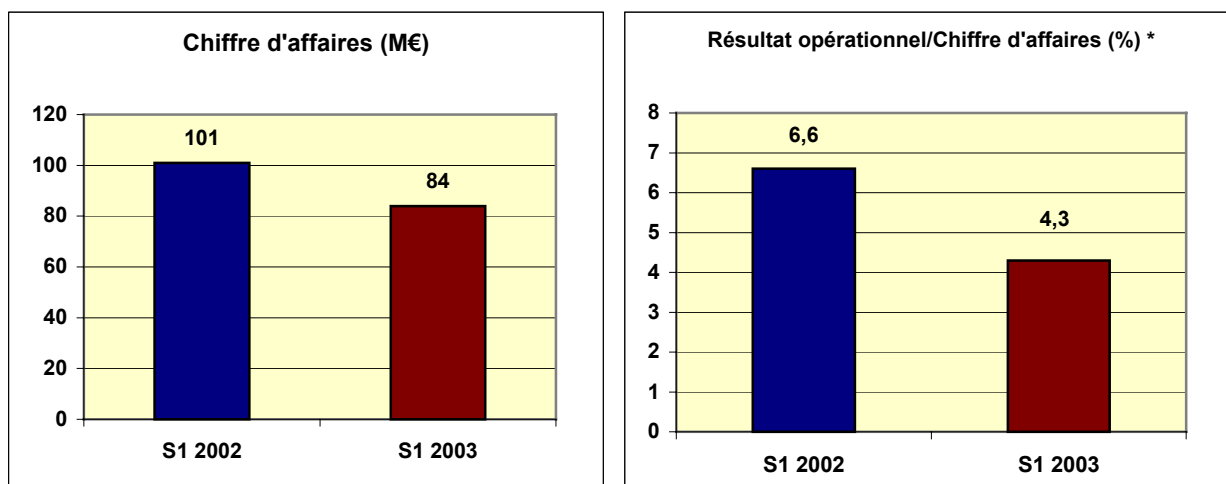
Le chiffre d'affaires des Applications Électriques est en baisse de 4 % à périmètre et changes constants.

Les ventes de balais et porte-balais pour moteurs industriels et de traction ont été affectées par le ralentissement accentué de l'activité industrielle en Europe et par un ajustement des stocks chez un de nos clients aéronautiques. En revanche, l'activité a été plus soutenue en Amérique du Nord et elle est en forte croissance au Brésil et en Afrique du Sud.

Les ventes de balais pour petits moteurs électriques ont suivi la baisse de la production automobile en Europe et en Amérique du Nord. Les ventes d'assemblages de balais pour moteurs auxiliaires automobiles sont cependant en forte progression en Amérique du Nord grâce aux produits que nous avons développés pour le nouveau système d'essuie-glace de Valeo, en phase de fort développement.

Pour mieux résister à la baisse d'activité tout en optimisant notre organisation industrielle, nous avons concentré des productions européennes de balais pour automobiles et pour électroménager sur le site d'Amiens (France). De même, en Amérique du Nord, nous avons signé un accord de *joint-venture* avec Kirkwood afin de regrouper nos activités de balais pour automobiles. Le transfert au cours du second semestre 2003 des équipements et de l'activité de Kirkwood vers notre site de Farmville (Virginie, USA) augmentera d'environ 50 % le volume de production. Il en résultera des gains de productivité importants dès le début de 2004.

Protection Électrique

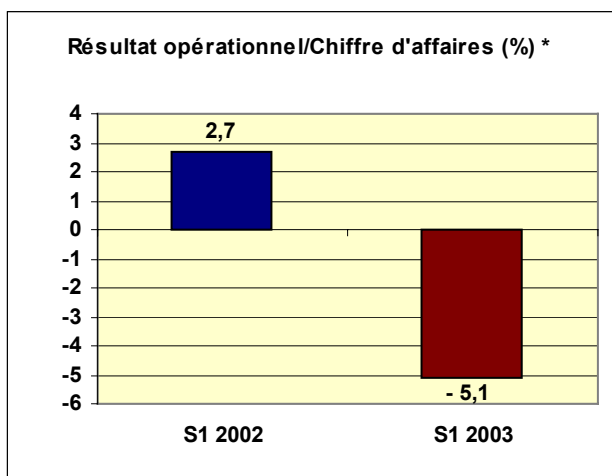
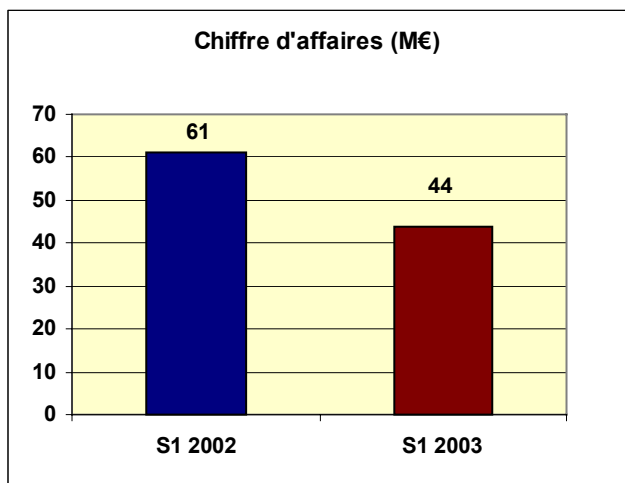


* Avant répartition des frais centraux

La baisse des ventes de la Protection Électrique (- 6 % à périmètre et changes constants) résulte de la chute des investissements en équipements électriques dans le monde. L'activité en Europe, notamment en Allemagne, s'est fortement contractée du fait de la dégradation de la conjoncture. La baisse des ventes a été moins sensible en Amérique du Nord où l'on constate au cours des derniers mois une légère amélioration des ventes aux distributeurs, alors que les ventes aux constructeurs se stabilisent à bas niveau. La zone Asie est en forte progression grâce aux ventes de fusibles de protection pour semi-conducteurs et d'interrupteurs de forte puissance au Japon et en Chine.

La baisse du volume a affecté la marge opérationnelle qui ne bénéficie pas encore des effets positifs des importantes actions de productivité en cours de mise en œuvre. Nous procéderons durant le second semestre à l'arrêt des productions de deux sites allemands, qui seront transférées d'ici fin 2003 vers la France et la Tunisie. Le site de Saint-Bonnet-de-Mûre (France), qui a accueilli l'an dernier les activités du site de La Verpillière (France) et s'apprête à recevoir une partie de la production allemande, est en pleine réorganisation. L'optimisation de ses flux de production va permettre une augmentation sensible de sa productivité et une réduction de ses frais fixes. L'effet de ces mesures sur la marge opérationnelle devrait être visible dès le début de 2004, à conjoncture comparable. Cet effet sera encore amplifié par la reprise du volume des ventes lorsqu'elle interviendra.

Aimants



* Avant répartition des frais centraux

Le chiffre d'affaires de l'activité Aimants a baissé de 21 % à périmètre et changes constants, conformément à ce que nous avons annoncé. Cette baisse résulte de la fin de vie de certains modèles de notre principal client nord-américain, ainsi que de fortes baisses de prix concédées fin 2002.

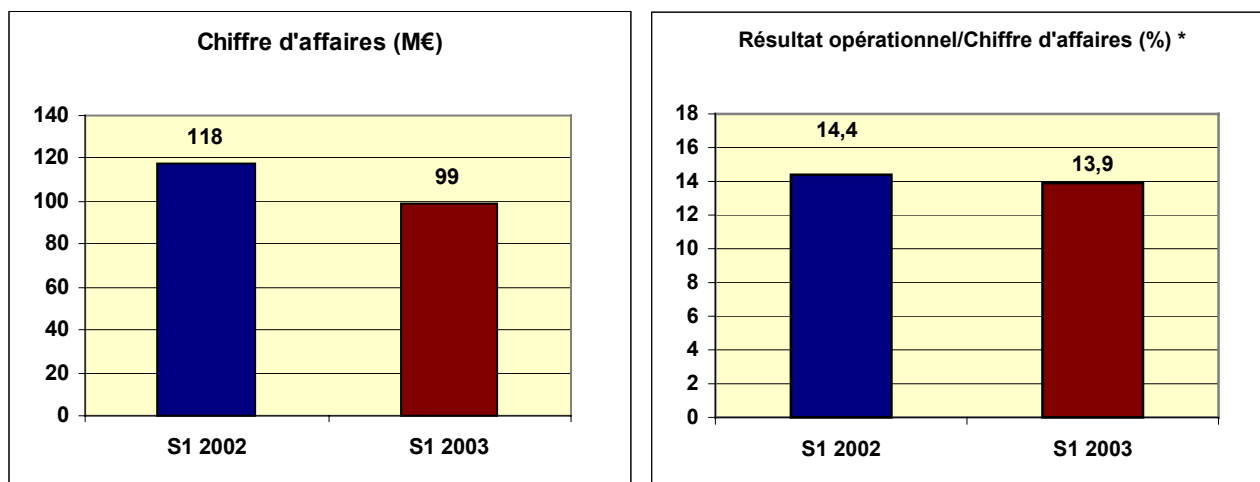
De ce fait, les ventes d'aimants en Amérique du Nord sont en recul de 50 %. D'importantes mesures de réduction des coûts ont été prises en Amérique du Nord, en 2002 et début 2003, pour compenser les effets de la baisse d'activité. Elles ont été accompagnées d'un renforcement des actions commerciales qui a permis l'homologation de nouveaux produits et une plus grande diversification de notre clientèle.

En Europe, la diminution du chiffre d'affaires est due aux baisses de prix. Les inducteurs (assemblages aimants – boîtier moteur), que nous avons développés pour le marché européen, sont en forte croissance.

En Corée et au Brésil, les ventes d'aimants sont en forte progression. Elles bénéficient au Brésil de la croissance des exportations de moteurs électriques par certains équipementiers, liée notamment au taux de change de la devise brésilienne.

La marge opérationnelle de l'activité Aimants est négative de 5 % du fait des baisses de volume et de prix mentionnées plus haut. La situation est cependant différente selon les sites industriels. Notre site nord-américain est à l'équilibre, en dépit du faible niveau des ventes. Les sites situés en Corée et au Brésil ont des marges opérationnelles élevées. Seuls ceux situés en France ont une marge opérationnelle négative. Afin d'améliorer leur productivité, nous projetons d'arrêter d'ici fin 2003 les productions non automatisées et de les transférer vers d'autres sites. Ces restructurations devraient permettre à la division de retrouver une marge opérationnelle positive.

Systemes et Matériaux Avancés



* Avant répartition des frais centraux

Le chiffre d'affaires des Systèmes et Matériaux Avancés est en baisse de 8 % à périmètre et changes constants.

Les équipements anticorrosion ont connu une forte baisse d'activité en Europe et en Amérique du Nord du fait de la chute des investissements industriels dans les secteurs de la chimie et de la pharmacie. En revanche, les ventes ont progressé en Asie. Nous avons notamment signé un contrat de 7,5 millions de dollars en Chine pour la livraison, d'ici fin 2003, d'équipements anticorrosion en métaux nobles. Par ailleurs, nous avons lancé de nouveaux équipements anticorrosion comportant des tubes en graphite de 6 mètres de longueur. Ces nouveaux produits apportent une solution unique à nos clients en réduisant leurs risques et en abaissant leurs coûts de maintenance.

Dans les applications à hautes températures du graphite, le recul des principaux marchés a été en grande partie compensé par le développement de nos produits destinés à la fabrication de nouveaux semi-conducteurs, notamment pour diodes électroluminescentes.

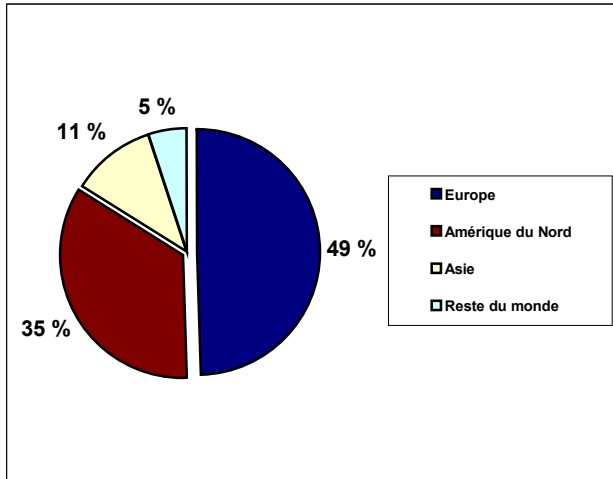
Le freinage à haute énergie a poursuivi sa croissance dans les applications ferroviaire et moto, avec notamment au cours de ce semestre des ventes élevées de garnitures pour le TGV coréen.

La marge opérationnelle a été maintenue à un haut niveau en dépit de la baisse importante des volumes. Nous avons poursuivi nos actions de productivité en inaugurant en Californie en mai dernier un site ultra-moderne regroupant les trois unités nord-américaines de fabrication d'équipements anticorrosion en métaux nobles.

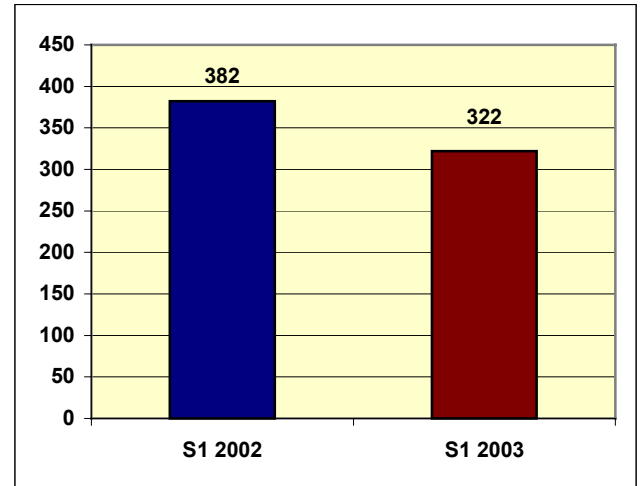
NB : les variations de chiffres d'affaires de chacune des activités sont exprimées à périmètre et changes constants.

> Résultats et perspectives

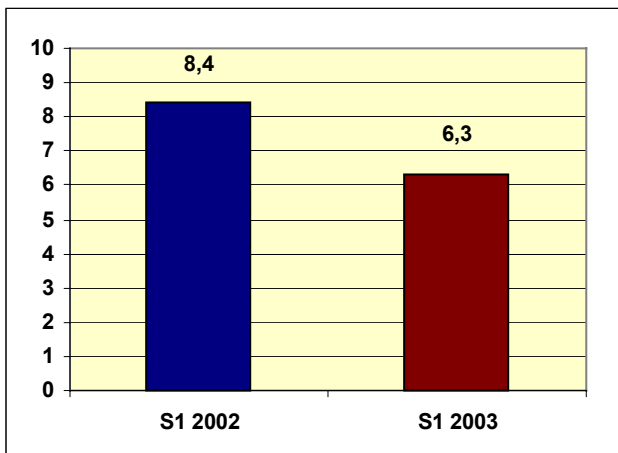
Répartition du chiffre d'affaires S1 2003 par zone géographique de destination



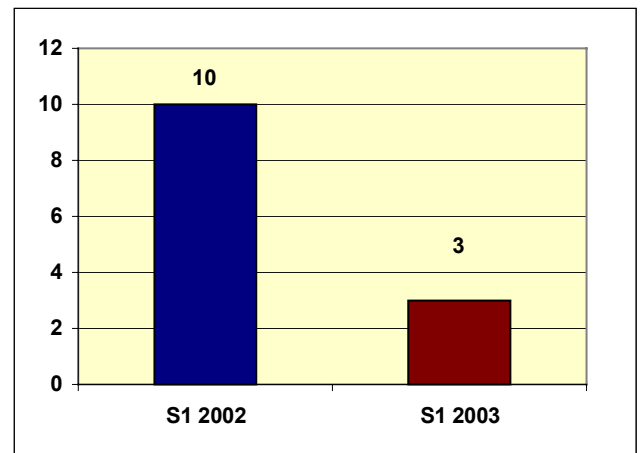
Chiffre d'affaires consolidé (M€)



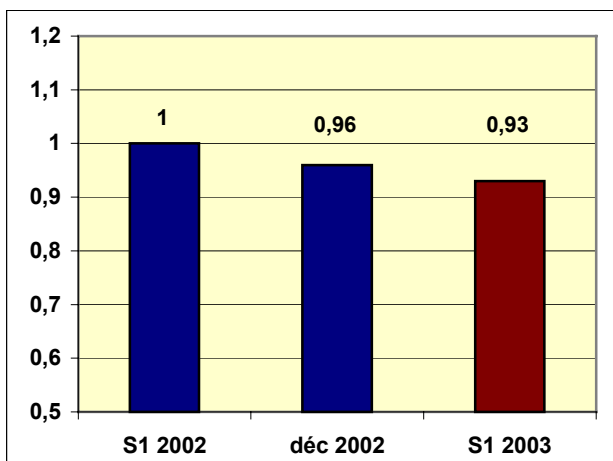
Résultat opérationnel / Chiffre d'affaires (%)



Résultat net, part du Groupe (M€)



Endettement net / fonds propres



Carbone Lorraine a réalisé un chiffre d'affaires de 322 M€ au premier semestre 2003, en baisse de 8 % à périmètre et changes constants par rapport au premier semestre 2002. Si l'on tient compte de l'évolution des parités monétaires, le chiffre d'affaires diminue de 16 %. Cette baisse provient pour l'essentiel des Aimants, qui bénéficiaient l'an passé d'une situation particulière en Amérique du Nord et qui ont concédé à fin 2002 de fortes baisses de prix, et, dans une moindre mesure, des équipements anticorrosion, du fait de l'absence de nouveaux investissements dans les secteurs de la pharmacie et de la chimie.

La baisse des ventes a affecté la marge opérationnelle du Groupe qui s'élève à 6,3 % du chiffre d'affaires, contre 8,4 % l'an passé. Cette évolution provient pour l'essentiel des Aimants (pour les raisons évoquées plus haut) et de la Protection Électrique dont l'activité, en baisse, est perturbée par les très nombreuses actions de réduction de coûts. Les Applications Électriques et les Systèmes et Matériaux Avancés maintiennent un très bon niveau de rentabilité en dépit des baisses d'activité.

Les frais financiers nets diminuent de 2M€ grâce à l'effet conjugué de la baisse de notre endettement et de la réduction des coûts de financement.

En conséquence, le résultat courant net part du Groupe (c'est-à-dire le résultat net avant prise en compte des éléments exceptionnels et des survaleurs) s'établit à 11,4 M€, soit 4 % du chiffre d'affaires.

Les charges exceptionnelles nettes d'impôts, 5,7M€, proviennent pour l'essentiel des charges de restructuration liées au plan d'économies, notamment celles résultant de l'arrêt de la production des deux sites allemands en Protection Électrique.

Après prise en compte des charges exceptionnelles et de l'amortissement des survaleurs, le résultat net part du Groupe s'est établi à 3 M€, contre 10 M€ l'an passé.

L'endettement du Groupe a sensiblement diminué (- 18 M€) durant le semestre. Cette réduction, obtenue après distribution d'un dividende de 7 M€, est due à notre génération de liquidités, à un programme de cession d'actifs immobiliers que nous avons commencé à mettre en œuvre avec la vente d'un bâtiment industriel en Espagne, et à l'évolution des parités monétaires sur notre endettement.

L'endettement net, de 218 M€ à fin juin 2003, correspond à un ratio d'endettement sur fonds propres de 0,93 contre 1,0 à fin juin 2002 et 0,96 à fin décembre 2002. Nous avons par ailleurs refinancé la partie court terme de notre endettement grâce à un placement privé à long terme auprès d'investisseurs américains. Le financement mis en place a une maturité finale de 12 ans et une durée de vie moyenne de 8 ans.

Perspectives

L'environnement économique actuel se caractérise par une crise qui perdure en Europe et une stabilisation en Amérique du Nord, où nous percevons même quelques signes d'amélioration. Dans ce contexte, nous nous concentrons sur la mise en œuvre de notre plan d'économies, qui se déroule conformément à notre programme, et sur nos actions de génération de liquidités.

Ces mesures auront un effet positif dès 2004, même si l'activité économique reste au niveau de 2003. Il en découlera une amélioration de nos résultats, qui sera encore amplifiée par la reprise économique lorsqu'elle interviendra.

> Comptes consolidés résumés

Bilan consolidé

ACTIF			
En millions d'euros	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
ACTIF IMMOBILISÉ			
Immobilisations incorporelles			
– Écarts d'acquisition	180,4	193,2	204,0
– Autres immobilisations incorporelles	15,7	15,6	16,9
Immobilisations corporelles			
– Terrains	10,6	11,8	13,1
– Constructions	41,7	44,7	47,8
– Installations techniques, matériels industriels et autres immobilisations corporelles	87,5	94,9	100,2
– Immobilisations en cours	18,0	15,5	14,9
Immobilisations financières			
– Participations	11,9	13,6	13,1
– Autres immobilisations financières	11,8	17,3	17,2
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	377,6	406,6	427,2
ACTIF CIRCULANT			
– Stocks	122,8	126,4	143,6
– Clients et comptes rattachés	138,2	142,5	162,2
– Autres créances d'exploitation	44,5	39,9	41,0
– Créances financières court terme	2,5	0,3	1,4
– Valeurs mobilières de placement	4,9	4,1	5,8
– Disponibilités et assimilé	16,5	25,6	19,1
TOTAL ACTIF CIRCULANT	329,4	338,8	373,1
TOTAL GÉNÉRAL	707,0	745,4	800,3

PASSIF			
En millions d'euros	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
CAPITAUX PROPRES			
– Capital	22,3	22,3	22,3
– Primes, réserves et report à nouveau	223,0	239,9	240,3
– Résultat net de l'exercice (part du Groupe)	3,0	(10,8)	10,3
– Ecart de conversion (part du Groupe)	(20,8)	(9,5)	(2,1)
TOTAL	227,5	241,9	270,8
– Intérêts minoritaires	7,7	4,4	3,3
CAPITAUX PROPRES ET INTÉRÊTS MINORITAIRES	235,3	246,3	274,1
– Provisions à long terme	36,2	35,5	37,1
DETTES			
– Emprunts à long terme	201,7	201,1	139,4
– Fournisseurs et comptes rattachés	59,2	62,5	69,5
– Autres dettes d'exploitation	66,9	57,2	72,2
– Part court terme des provisions long terme	42,8	47,2	18,0
– Dettes diverses	24,4	30,4	28,4
– Dettes financières court terme	4,2	27,7	114,8
– Comptes courants financiers	3,0	2,3	0,9
– Concours bancaires courants	33,4	35,2	45,9
TOTAL PROVISIONS ET DETTES	471,8	499,1	526,2
TOTAL GÉNÉRAL	707,0	745,4	800,3

Compte de résultat consolidé - Groupe Carbone Lorraine

En millions d'euros	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
Chiffre d'affaires consolidé	321,8	720,9	382,1
Coûts des produits vendus	(222,9)	(499,6)	(264,2)
Marge brute totale	98,9	221,3	117,9
Charges commerciales	(30,6)	(63,1)	(32,6)
Frais administratifs centraux et de recherche	(30,0)	(61,9)	(32,9)
Autres charges et provisions d'exploitation	(2,1)	(3,2)	(2,2)
Excédent brut d'exploitation	36,2	93,1	50,2
Amortissements	(15,9)	(33,5)	(18,2)
Résultat opérationnel	20,3	59,6	32,0
Résultat financier	(5,1)	(14,1)	(6,8)
Résultat courant	15,2	45,5	25,2
Impôts courants et différés d'exploitation	(3,4)	(12,8)	(7,4)
Part des tiers dans les sociétés intégrées	(0,4)	(0,5)	(0,3)
Résultat courant net part du Groupe	11,4	32,2	17,5
Charges et produits exceptionnels nets d'impôt	(5,7)	(36,9)	(4,0)
Résultat net avant écart d'acquisition	5,7	(4,7)	13,5
Amortissement des écarts d'acquisition	(2,7)	(6,1)	(3,2)
Résultat net part du Groupe	3,0	(10,8)	10,3

Tableau des flux de trésorerie consolidés

En millions d'euros	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	24,9	67,2	38,9
Variation du besoin en fonds de roulement	2,1	19,1	(0,8)
Autres variations	(6,4)	(5,7)	(3,2)
(A) Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	20,6	80,6	34,9
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Immobilisations incorporelles	(2,2)	(2,6)	(1,3)
Immobilisations corporelles	(13,1)	(23,2)	(11,2)
Immobilisations financières	0,1	(0,2)	(0,8)
Cessions d'immobilisations	0,7	1,6	1,0
(B) Flux de trésorerie nécessité par les investissements d'exploitation	(14,5)	(24,4)	(12,3)
(C) Cash flow d'exploitation courante	6,1	56,2	22,6
Investissements nets liés à l'incidence des variations de périmètre	(4,6)	(2,8)	(2,9)
Cessions exceptionnelles d'immobilisations	9,5	3,5	2,3
(D) Cash flow net	11,0	56,9	22,0
Augmentation de capital reçue	0,0	0,2	0,2
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires	(7,0)	(14,1)	(9,5)
Flux de trésorerie hors exploitation	(0,1)	(0,4)	(0,4)
(E) Variation de l'endettement	3,9	42,6	12,3

> Annexe résumée

Note n°1 • Principes et règles de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe Carbone Lorraine sont établis en conformité avec les principes comptables définis par le Règlement 99-02 du CRC relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes intermédiaires semestriels, les principes appliqués sont identiques à ceux utilisés pour l'arrêté des comptes consolidés annuels et sont conformes à la recommandation CNC 99 R 01 du 18/03/1999.

A – Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du groupe incluent Le Carbone Lorraine et toutes les filiales significatives que le Groupe contrôle directement ou indirectement.

L'ensemble du périmètre est consolidé selon la méthode de l'intégration globale.

B – Conversion des états financiers

La conversion en euros des états financiers des filiales étrangères est effectuée selon les principes suivants :

- Les actifs et les passifs sont convertis au taux de change en vigueur au 30/06/2003.
- Les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen semestriel.
- L'écart de conversion (porté dans les capitaux propres pour la part Groupe) comprend les éléments suivants :
 - incidence de la variation des taux de change sur les actifs et les passifs,
 - différence entre le résultat calculé au taux moyen semestriel et le résultat calculé au taux du 30/06/2003.

C – Créances et dettes libellées en devises

Les transactions dans une monnaie autre que celle de fonctionnement sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de transaction. Les créances et dettes provenant de ces opérations et figurant dans les comptes à la date de clôture sont converties au taux de change en vigueur à cette date. Les profits et les pertes provenant de la conversion sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

D – Immobilisations incorporelles

a) Écarts d'acquisition :

Les écarts d'acquisition, correspondant à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la valeur de marché des actifs et passifs acquis, sont amortis sur une durée n'excédant pas 40 ans. Les durées actuelles retenues sont comprises entre 5 et 40 ans.

b) Les frais d'établissement

Les frais d'établissements sont amortis sur 5 ans maximum.

c) Les brevets et licences

Les brevets et licences sont amortis sur la période de protection juridique. Les logiciels informatiques sont amortis sur leur durée probable d'utilisation, avec un maximum de 5 ans.

E – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue du bien.

Les durées retenues sont :

- | | |
|--------------------------------|-------------|
| • Constructions | 20 à 50 ans |
| • Agencements et installations | 10 à 15 ans |
| • Matériel et outillage | 3 à 10 ans |
| • Matériel de transport | 3 à 5 ans |

Les immobilisations d'un montant supérieur à 1M€ qui sont financées par des contrats de crédit-bail à long terme figurant à l'actif sont amorties en accord avec les principes du Groupe concernant l'évaluation des immobilisations corporelles.

Les engagements financiers qui en résultent figurent dans les dettes financières.

F – Immobilisations financières

Les titres des sociétés non consolidées sont évalués à leur coût d'acquisition. En cas de perte durable de valeur, une provision pour dépréciation est constituée si la valeur comptable est supérieure à la valeur d'usage, celle-ci étant déterminée par référence à la quote-part de situation nette détenue et en tenant compte des perspectives de développement à moyen terme.

Les filiales non consolidées sont au nombre de 27, leur activité principale étant la distribution des productions des sociétés consolidées ; leur inclusion dans le périmètre de consolidation n'aurait pas d'impact significatif sur le chiffre d'affaires du Groupe.

G – Valeurs d'exploitation

Les stocks sont évalués au prix de revient, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou au prix de marché si celui-ci est inférieur.

Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks d'en-cours et de produits finis ne comprennent que ceux liés à la production.

Une provision pour rotation lente est comptabilisée lorsqu'elle est économiquement justifiée.

H – Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de déchets, les ventes de marchandises et les frais de port facturés.

Les produits résultant d'activités annexes figurent dans le compte de résultat aux rubriques de nature correspondante : autres revenus, produits financiers, produits exceptionnels ou en déduction des frais (commerciaux, généraux, administratifs, recherche).

I – Frais de recherche

Les frais de recherche sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

J – Pensions, retraites et indemnités de départ à la retraite

Les engagements du Groupe au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de départ à la retraite sont déterminés en appliquant une méthode actuarielle prospective qui tient compte des conditions économiques propres à chaque pays. Ces engagements sont couverts par des fonds de retraite ou par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés.

En ce qui concerne les sociétés françaises :

- Les pensions et retraites sont versées par les organismes existant à cet effet. Ces derniers sont financés par les paiements de cotisations versées par les sociétés, au prorata des rémunérations du personnel en activité. Les cotisations sont enregistrées dans les comptes individuels des sociétés. Dans certains cas, des retraites complémentaires à la charge des sociétés peuvent s'ajouter aux arrrages des organismes spécialisés.
- Les indemnités de départs prévues par des accords collectifs font l'objet d'une provision dans les comptes consolidés ; une quote-part de ces provisions a été versée en 1998 à un fond de garantie géré par un organisme spécialisé.
- L'ensemble de ces engagements a été calculé sur la base d'une étude actuarielle effectuée en 2000 ; les principales hypothèses utilisées ont un taux d'intérêt de 6,0 % et un taux d'augmentation générale des salariés à 2 %.

K – Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond au résultat d'exploitation avant prise en charge du résultat financier, des impôts et des charges et produits exceptionnels. Le résultat opérationnel de chaque activité n'inclut pas les frais centraux qui sont déduits du résultat d'exploitation du Groupe.

Les frais centraux correspondent aux dépenses de gestion du Groupe, non imputables directement aux activités.

L – Impôts différés

Les corrections ou traitements comptables opérés en consolidation (amortissements, provisions, décomptes fiscaux) peuvent entraîner la modification des valeurs figurant au bilan des sociétés consolidées. Les différences temporaires apparaissant entre la valeur fiscale des actifs ou des passifs et leur valeur comptable retraitée donnent lieu au calcul d'impôts différés selon la méthode du report variable.

Les impôts différés sont présentés à l'actif ou au passif du bilan consolidé et classés en long ou court terme selon le cas.

Aucune provision pour impôts de distribution n'est constituée au titre des bénéfices dont la distribution n'est pas envisagée.

M – Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels correspondent aux charges et produits hors gestion courante de la société. Ils se caractérisent essentiellement par leur nature inhabituelle et leur caractère ponctuel.

Note n° 2 • Capitaux propres (part du Groupe)

	Nombre d'actions	Capital	Primes Réserves	Résultat	Écart de conversion	Total
Capitaux propres au 31/12/2001 en M€	11 128 462	22,3	261,4	(8,1)	15,9	291,5
Résultat N-1			(8,1)	8,1		0,0
Dividendes versés			(13,1)			(13,1)
Augmentation de capital	10 688	0,0	0,2			0,2
Résultat (part Groupe)				10,3		10,3
Écart de conversion et divers			(0,1)		(18,0)	(18,1)
Capitaux propres au 30/06/2002 en M€	11 139 150	22,3	240,3	10,3	(2,1)	270,8
Résultat N-1						0,0
Dividendes versés						0,0
Augmentation de capital			0,0			0,0
Résultat (part Groupe)				(21,1)		(21,1)
Écart de conversion et divers			(0,4)		(7,4)	(7,8)
Capitaux propres au 31/12/2002 en M€	11 139 150	22,3	239,9	(10,8)	(9,5)	241,9
Résultat N-1			(10,8)	10,8		0,0
Dividendes versés			(8,6)			(8,6)
Augmentation de capital		0,0	0,0			0,0
Résultat (part Groupe)				3,0		3,0
Écart de conversion et divers			2,6		(11,3)	(8,8)
Capitaux propres au 30/06/2003 en M€	11 139 150	22,3	223,1	3,0	(20,8)	227,5

Note n°3 • Immobilisations

En millions d'euros	06/2003	12/2002	06/2002
Écarts d'acquisition nets	180,4	193,2	204,0
Autres incorporels	15,7	15,6	16,9
Immobilisations incorporelles	196,1	208,8	220,9
Immobilisations corporelles	157,8	166,9	176,0
Immobilisations financières	23,7	30,9	30,3
Total actif immobilisé	377,6	406,6	427,2

L'actif net immobilisé diminue de 29,0 M€ au cours du premier semestre, du fait pour l'essentiel :

- de 12,8 M€ sur les écarts d'acquisitions, dont 11,8 M€ dus aux effets des parités monétaires ;
- de 9,1 M€ sur les immobilisations corporelles, dont 6,0 M€ dus aux effets des parités monétaires ;
- de 7,2 M€ sur les immobilisations financières, dont 1,7M€ de provisions sur titres de participation des sociétés non consolidées et 4,9 M€ de reclassement des comptes.

Note n°4 • Provisions long terme et court terme

En millions d'euros	06/2003		12/2002		06/2002	
	LT	CT	LT	CT	LT	CT
Provisions pour impôts différés	8,5	1,1	7,8	2,2	9,2	2,4
Provisions pour retraites et indemnités de départ	26,7	1,9	26,4	2,1	25,2	2,2
Autres provisions pour risques	0,9	39,7	1,3	42,9	2,5	13,4
Subventions d'investissement	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0
Total	36,2	42,7	35,6	47,2	37,1	18,0

Les provisions pour retraites et indemnités de départ couvrent principalement des engagements relatifs aux sociétés françaises et allemandes.

Les autres provisions pour risques comprennent essentiellement les coûts de restructuration des différents sites industriels (10,0 M€), et les provisions pour litige inchangées par rapport à fin 2002 (25,9 M€).

Dans le cours normal de la conduite de ses opérations, le Groupe est par ailleurs engagé dans des procédures fiscales, réglementaires ou administratives dans plusieurs pays où il exerce ses activités. L'issue de ces procédures est incertaine. Sur la base des informations disponibles, les provisions constituées couvrent l'ensemble des risques connus et évaluables à ce jour.

Note n°5 • Endettement

L'endettement net consolidé du Groupe a diminué de 17,7 M€ au cours du premier semestre 2003, en dépit d'une distribution de dividendes de 7 M€. L'impact des parités monétaires sur la baisse de l'endettement est de 13,8 M€.

En millions d'euros	06/2003	12/2002	06/2002
Emprunts à long terme et moyen terme	201,7	201,1	139,4
Part court terme des dettes long terme (hors intérêts courus)	0,1	24,7	106,4
Comptes courants financiers	7,2	5,2	9,3
Concours bancaires courants	33,4	35,2	45,9
Endettement brut total	242,4	266,2	301,0
Valeurs mobilières de placement	(4,9)	(4,1)	(5,8)
Créances financières court terme	(2,5)	(0,3)	(1,4)
Disponibilités et assimilé	(16,5)	(25,6)	(19,1)
Endettement net total	218,5	236,2	274,7

Note n°6 • Charges et produits exceptionnels nets d'impôts

En millions d'euros	06/2003	12/2002	06/2002
Dotation provision pour dépréciation de titres	(1,5)	(0,4)	(0,5)
Dotation provision pour retraites des non-actifs	(0,4)	(1,0)	(0,4)
Provisions pour litiges	0,0	(28,6)	0,0
Résultat de cession d'immobilisations	5,1	2,5	2,1
Autres charges et produits exceptionnels	(8,9)	(9,4)	(5,2)
Résultat exceptionnel net	(5,7)	(36,9)	(4,0)

- En décembre 2002, les plus values nettes constatées correspondent principalement à la vente du siège social de la filiale italienne à Milan (2,0 M€).
Les charges et provisions pour litiges incluent une estimation de l'ensemble des conséquences financières qui pourraient résulter des procédures en cours pour des pratiques anti-concurrentielles pouvant concerner certaines activités du Groupe.
Les autres produits et charges comprennent essentiellement des coûts de restructuration (- 11,8 M€), le remboursement de la créance de Valeo (4,0 M€) provisionnée fin 2001, l'impact de la dépréciation des titres d'autocontrôle et des options d'achat d'actions (- 1,6 M€).
- En juin 2003, les autres produits et charges comprennent essentiellement des coûts de restructuration industrielle et d'arrêt d'activités (- 7,3 M€) ; le résultat de cession constaté concerne principalement la vente des actifs immobiliers de la filiale espagnole de Ferraz Shawmut (4,9 M€).

Note n°7 • Informations sectorielles

Répartition du chiffre d'affaires par activité

En pourcentage	06/2003	12/2002	06/2002
Applications Électriques	29,5	26,6	26,7
Protection Électrique	26,2	26,8	26,6
Aimants Permanents	13,5	14,7	16,0
Systèmes et Matériaux Avancés	30,7	31,9	30,7

Décomposition du résultat opérationnel / chiffre d'affaires par activité ⁽¹⁾

En pourcentage	06/2003	12/2002	06/2002
Applications Électriques	11,7	11,7	12,6
Protection Électrique	4,3	6,0	6,6
Aimants Permanents	(5,1)	2,9	2,7
Systèmes et Matériaux Avancés	13,9	15,2	14,4

(1) Résultat opérationnel avant répartition des frais centraux. Les frais centraux représentent 1,6 % des chiffres d'affaires à fin juin 2002, 1,7 % à fin décembre 2002 et 1,8 % à fin juin 2003.

> Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés

(Articles L. 232-7 du Code de commerce et 297-1 du décret du 23 mars 1967)

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2003

En notre qualité de Commissaires aux Comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats consolidés présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés résumés de la société Le Carbone Lorraine, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés résumés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en oeuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés résumés, établis conformément aux principes comptables français, et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, à la fin de ce semestre.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly, le 10 septembre 2003

Les Commissaires aux Comptes

Ernst & Young Audit

Gilles Rabier

Deloitte Touche Tohmatsu

Jean-Luc Poumarede - Alain Penanguer